



HAL
open science

Quelques réflexions sur le développement local.

Avant-propos

G. Paillotin

► **To cite this version:**

G. Paillotin. Quelques réflexions sur le développement local. Avant-propos. Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, 2001, pp.7-9. hal-01231653

HAL Id: hal-01231653

<https://hal.science/hal-01231653v1>

Submitted on 20 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Avant-propos

Quelques réflexions sur le développement local

Guy PAILLOTIN

Président du Conseil d'orientation scientifique
du Groupement d'intérêt scientifique SYAL

Le Groupement d'intérêt scientifique « Systèmes agro-alimentaires localisés » (SYAL) est né cette année même avec le printemps. Il regroupe des équipes de chercheurs de diverses institutions : le Centre d'anthropologie alimentaire et agricole d'Agropolis muséum, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre national d'études agronomiques pour les régions chaudes (CNEARC), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et les Universités de Montpellier I et de Versailles Saint-Quentin. L'objectif de ces chercheurs est de comprendre la dynamique du développement à l'échelle locale.

Présenter le développement local comme un thème de recherche scientifique pertinent tient de la gageure et j'en ai fait maintes fois l'expérience, sans d'ailleurs jamais renoncer à encourager ceux qui se risquaient sur cette piste bien audacieuse. Mais d'où vient donc cet embarras qu'on observe chez nombre d'interlocuteurs face à la notion même de développement local ? Il résulte très vraisemblablement de la crainte qu'ont beaucoup de scientifiques de se trouver mêlés à des controverses qu'ils estiment purement idéologiques.

La confrontation chaotique du dogme actuellement dominant de la « globalisation » et des partisans d'une « autre voie », laisse-t-elle en effet une place à l'approche scientifique ?

Beaucoup de chercheurs, sans oser le dire nettement, pensent qu'idéologie et raison ne peuvent pas faire bon ménage et préfèrent

s'abstenir de toute démarche qui pourrait compromettre leur statut « d'hommes de bonne conscience », pour reprendre une expression que j'emprunte à W. Lepenies¹. Ils n'ont pas complètement tort dans la mesure où, tour à tour, depuis près de deux siècles, les idéologues de toute confession ont prétendu asseoir sur la science ce qu'il y avait de plus dogmatique dans leur pensée. Comme de surcroît, ce qui est aujourd'hui médiatisé dans la controverse entre pro et anti-mondialisation n'a vraiment rien de neuf, les scientifiques ont de quoi justifier leurs réserves.

On peut cependant se demander si l'abstention que j'évoque ne facilite pas toutes les tentatives de récupération de la raison par la déraison. W. Lepenies, dans le texte que j'ai déjà cité, le pense et je souscris à son analyse. Qu'on me comprenne bien, je n'appelle pas la communauté scientifique à transgresser ses exigences, à transiger avec sa rigueur fondée sur l'observation et l'interprétation des faits, bien au contraire. Je rappelle simplement que l'obscurantisme fait que, par timidité, nous abandonnons, des pâtures qui lui sont très profitables.

Allons cependant un peu plus loin dans l'analyse : la notion de développement local agrège, peut-être un peu rapidement, deux idées : celle du développement d'une part et celle du caractère local que celui-ci pourrait revêtir.

¹ W. Lepenies, Histoire et géographie de l'Europe scientifique, actes du Colloque « Perspectives européennes de la recherche scientifique », Paris, éditions du CNRS, 1993, pp. 29-47.

Le développement, pris dans toutes ses discussions, est objet de controverses, y compris idéologiques. Mais il serait très injuste d'affirmer que les scientifiques se détournent de cette question. La durabilité du développement de notre planète fait l'objet d'approches scientifiques solides et novatrices. La question est de savoir comment articuler la croissance économique, l'équité sociale, la maîtrise de notre environnement, voire même la survie de notre espèce. Doit-on faire confiance à la nature des choses : la main invisible du marché, le progrès mécaniquement salvateur des sciences et des techniques, ou faut-il mettre en œuvre des mécanismes de régulation ou de précaution ? Quelle que soit l'âpreté des débats internationaux sur ces questions, et notamment celles qui concernent l'environnement, on peut malgré tout constater, mais peut-être suis-je optimiste, que le droit l'emporte lentement mais progressivement, sur le laisser-faire et que l'exercice des responsabilités qui sont les nôtres se fonde de plus en plus sur la raison et sur les acquis de la science.

Par contre, évoquer le local est considéré par beaucoup, au mieux comme de la provocation, au pire comme de l'archaïsme. C'est qu'on a d'abord presque imposé aux esprits le concept de « mondialisation » alors qu'à l'origine, pour les tenants les plus résolus du libéralisme, l'objectif était d'obtenir la libre circulation des marchandises mais aussi d'autres biens à l'échelle mondiale.

On est donc passé, et cela n'est pas neutre bien sûr, d'une argumentation économique, assez solidement assise, j'y reviendrai, aux prémisses d'une idéologie. Une fois installée au cœur des débats, la mondialisation a ouvert la voie à un autre concept encore moins neutre, celui de « globalisation » qui, derrière son élégance de surface, cache mal l'idée partagée par beaucoup que le développement de notre planète ne pourrait se réaliser que par l'uniformisation de tous nos modes de vie.

Ainsi se construit, par petits dérapages successifs, ce qui a toutes les caractéristiques d'une idéologie et notamment deux d'entre elles : l'absence de bases conceptuelles objectives et la négation des faits.

S'agissant des concepts, j'approuve totalement l'idée, émise par maints économistes, que, moyennant un certain nombre de régulations, d'ailleurs en partie incluses dans les règles de l'Organisation mondiale du commerce, la libre circulation des marchandises est en soi un facteur de progrès. Je ne suis donc pas un thuriféraire des économies locales fermées sur elles-mêmes. L'idée de base qui justifie le libre échange, c'est que chaque consommateur, où qu'il soit, puisse voir satisfaits ses besoins à lui par le producteur le plus capable d'y répondre, même s'il se trouve à l'autre bout du monde. Nous sommes loin de l'uniformisation, nous sommes même à l'opposé.

Quant aux faits, quoiqu'en disent certains commentateurs, à la table desquels je n'aimerais pas être convié, ce n'est pas l'uniformisation qui prime en matière alimentaire mais bien la quête d'authenticité. Je l'ai observé, lorsque j'étais à la Présidence du CIRAD, dans toutes les régions du monde. Mon expérience à l'INRA me permet cependant de préciser les choses. Pendant toute une période, celle des trente glorieuses, mais surtout celle du passage de la majorité de nos concitoyens de la vie rurale à la vie urbaine, la priorité des consommateurs a été l'accès à tous les produits possibles et à des prix abordables. Ceci a effectivement conduit à une certaine uniformisation des comportements alimentaires. Mais par la suite, à la fin des années quatre-vingt, c'est bien la quête d'une alimentation plus personnalisée qui s'est imposée et qui a régi la définition de la qualité et la création de valeur ajoutée. Uniformisation transitoire donc, qui une fois les besoins de base satisfaits pour le plus grand nombre, laisse la place à la diversité des demandes de chaque consommateur. On voit bien dans quel sens va le progrès ; en tout cas on peut observer qu'il ne va pas vers l'uniformité.

Toutes nos remarques éclairent ce que recouvre en réalité la notion de développement local. Elle ne s'inscrit pas, bien sûr, dans le courant idéologique de la globalisation et c'est heureux puisque celui-ci n'a pas de bases objectives. Pourtant elle ne peut pas non plus prôner la fermeture sur soi, qui recueille, elle aussi, en réaction trop simpliste à la globalisation, beaucoup trop d'adeptes. Elle ne peut pas se contenter de

rappeler cette évidence, encore qu'il faille le faire, que toute chose se produit, s'échange ou se consomme dans un lieu donné. Non, ce qui la caractérise c'est l'accent mis sur la différence. Le caractère local d'un fait n'a de réelle portée que s'il est substantiellement différent de ce qui se produit ailleurs. L'étude du développement local c'est finalement l'étude de la *différenciation*.

Nous sommes trop souvent contraints à nous intéresser à deux situations limites : celle d'un développement uniforme non différencié et celle, à l'inverse, de dynamiques restreintes fermées sur elle-même. Il y a place pour une recherche plus passionnante et plus prospective sur la dynamique de différenciation au sein d'une économie pourtant ouverte aux échanges mondiaux. Quels sont les facteurs qui favorisent la différenciation, quels sont ceux qui la contrarient ? Voilà des questions dont la nature scientifique n'est pas contestable.

Les institutions qui sont à l'origine de la création du GIS « Systèmes agroalimentaires localisés » ont souhaité que j'en préside le Conseil d'orientation scientifique. Je suis

très honoré par cette proposition et je l'ai acceptée avec joie. Peut-être a-t-on pensé que le physicien que je suis à l'origine, n'était pas sans savoir qu'il y avait beaucoup d'états de la matière dont aucune, bien sûr, ne vient violer les lois tabous de la thermodynamique. Peut-être s'est-on souvenu que le biologiste que je suis devenu, n'ignorait pas l'extrême diversité du monde vivant, qui doit pourtant toujours respecter les dites lois de la thermodynamique.

Il est difficile de croire que la richesse de la matière et celle du vivant, faites de diversité, ne soit pas accessible à nos sociétés, même si celles-ci doivent aussi accepter en retour quelques lois incontournables, quelques limites au possible que dégagent les sciences économiques et sociales.

Et puis, ne l'oublions pas, à la différence les sciences de la matière et de la biologie, nous sommes des acteurs de notre devenir. Voilà un motif impérieux d'introduire un peu plus de raison dans notre compréhension du développement pour en construire des bases plus démocratiques.

